

De nouveaux pas peuvent être et seront franchis avant la réunion de Kuala Lumpur, mais le message demeure toujours le même. Il ne faut pas adopter une attitude passive. Les pressions nous ont permis de parcourir beaucoup de chemin jusqu'à présent et elles ne peuvent être adoucies tant que l'action n'aura pas fait suite aux délibérations visant un changement fondamental.

Le Comité des ministres des Affaires étrangères a été créé pour que le Commonwealth continue à s'intéresser à la question de l'apartheid et ne laisse pas le monde détourner discrètement son attention du problème, comme cela s'est déjà produit à d'autres époques. Le monde entier est choqué par l'apartheid, mais le Commonwealth se sent dans l'obligation particulière de mettre fin à un tel régime, et ce, de façon pacifique. Un si grand nombre de nos États membres et de nos citoyens vivent littéralement le long de la ligne de front. Un si grand nombre d'enfants du Commonwealth voient leur avenir gâché ou leur estime de soi abaissé par ce racisme légalisé. L'Afrique du Sud elle-même a déjà été membre de la famille du Commonwealth et elle y serait de nouveau la bienvenue si elle mettait fin à l'apartheid.

La détermination du Commonwealth a toujours été claire, mais il fallait regrouper nos efforts au sein d'un organisme qui nous permette de trouver des solutions, d'exposer au grand jour la déstabilisation et la propagande, de continuer à exercer des pressions pour que les choses changent et de découvrir des moyens qui pourraient amener les Noirs et les Blancs d'Afrique du Sud à faire cause commune.

En tant que président, je désire profiter de l'ouverture de notre dernière réunion officielle pour remercier les autres ministres des Affaires étrangères des efforts infatigables qu'ils ont déployés relativement à la question et à notre travail. Je tiens également à tirer une leçon de la situation internationale d'aujourd'hui et de la nature toute particulière du Commonwealth.